

Le 29 septembre et après,

un seul mot d'ordre :

répartition égalitaire

des richesses !

**Le 29/09 et après :
toutes et tous
en grève !**



cnt-so.org





Le 29 septembre et après, un seul mot d'ordre :

répartition égalitaire des richesses !

La CNT-SO appelle à participer massivement à la journée de grève interpro intersyndicale du 29 septembre et à construire au-delà, des mobilisations dans les entreprises et services.

Les travailleur·euses sont de plus en plus **lourdement impacté·es par l'inflation et la vie chère** (logement, transport, énergies...) aggravées par les crises internationales et environnementales en cours.

Les salaires ne suivent pas : dans le privé où les minimas de nombreuses conventions sont rattrapés par le SMIC ; dans le public où la revalorisation du point d'indice après une décennie de gel, reste nettement en dessous de l'inflation.

Les **mesurettes** portées par le gouvernement cet été, **ne réglerons pas nos problèmes alors qu'on nous parle d'un hiver difficile** avec de possibles pénuries et restrictions. **Ces mesurettes épargnent toujours grandement les plus riches et les entreprises** et évitent le cœur du problème. La question n'est pas le « pouvoir d'achat » mais **la répartition égalitaire des richesses** ! Elles doivent revenir aux travailleur·euses !

Sous la présidence Macron, les français les plus fortunés ont considérablement augmenté leur richesses. Depuis 2021, les cours boursiers et les profits des entreprises ont enregistré partout dans le monde des records de hausse. **Ces masses**

d'argent, c'est l'exploitation de notre travail qui les a produites ! Dans l'immédiat elles doivent servir à **l'augmentation générale des salaires** ! Cela doit aussi concerner la part socialisée (le brut) alors que de nouvelles attaques sont prévues sur la protection sociale (retraite à 65 ans, assurance chômage...).

Lutter contre les galères de la vie chère c'est faire passer nos employeurs et les actionnaires à la caisse !

Depuis des années, la sphère patronale et actionariale est subventionnée par l'argent public (exonérations de cotisations sociales ou fiscales, aides...). **Ces politiques doivent cesser pour permettre de sortir les services publics des logiques d'austérité et revaloriser leurs agent·es.**

Nos galères ne viennent pas de nulle part, elles sont le fruit du système économique capitaliste, prédateur et inégalitaire. **Notre classe doit s'en émanciper en défendant un projet de transformation sociale égalitaire et autogestionnaire.**

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Mobilisons-nous collectivement pour revendiquer dans l'immédiat :

- une hausse générale des salaires avec échelle mobile en proportion du SMIC revalorisé. Une hausse des pensions et minimas sociaux indexée sur l'inflation. Une hausse du point d'indice de la fonction publique à hauteur de l'inflation et la revalorisation des grilles indiciaires. Le plafonnement des hauts salaires.
- La diminution du temps de travail, à salaire égal.
- L'arrêt des politiques, notamment fiscales, au bénéfice des plus riches et des entreprises.
- L'État d'urgence social : blocage des loyers, des prix des produits de 1ère nécessité et des factures énergétiques.

retrouvez
notre dossier
"vie chère"

